



SNES-FSU Aix-Marseille

Le vendredi 13 janvier 2017

### **Lettre ouverte à Madame la Ministre de l'Education Nationale**

Le Ministère prétendrait que la situation marseillaise serait le fait d'une minorité radicale, ne serait pas soutenue par les organisations syndicales majoritaires, pourrait être liée à des considérations politiques.

Nous tenons donc à faire savoir à Madame la Ministre, si elle en doutait réellement, que la mobilisation des lycées marseillais est organisée et soutenue depuis le début de l'année scolaire par une intersyndicale académique large et unie, comprenant les syndicats de la FSU, dont le SNES-FSU Aix-Marseille, les syndicats de FO (SNETAA et SN FO LC), la CGT Educ'Action, le SGEN-CFDT, SUD-Education, le SIAES-FAEN, la CNT-SO.

Si les formes et le rythme de l'action, comme l'appréciation des annonces de la Ministre faites à Marseille le lundi 29 novembre, font débat chez les personnels ou au sein de l'intersyndicale, celle-ci reste soudée depuis plusieurs mois autour des mêmes revendications, la première d'entre elles étant la publication d'une carte élargie des lycées de l'éducation prioritaire.

Si au mois de novembre 2016 la mobilisation était principalement portée par les trois lycées généraux et technologiques de Marseille, avec une participation majoritaire des personnels, elle s'est progressivement étendue aux lycées professionnels jusqu'à concerner aujourd'hui la totalité des 20 lycées ZEP de l'académie.

Cette mobilisation s'inscrit bien entendu dans un contexte social et scolaire propre à la région marseillaise, contexte qui est fort bien décrit dans *l'appel citoyen pour un plan d'urgence de l'éducation à Marseille et dans sa région*, publié mardi 10 janvier 2017 dans le journal *La Marseillaise*, et signé par de nombreuses personnalités de la ville, parmi lesquels des élus de l'actuelle majorité.

Madame la Ministre aurait l'occasion de s'en convaincre si elle acceptait enfin de recevoir l'intersyndicale.

Aussi, nous souhaitons rappeler que les personnels des lycées concernés, et les syndicats qui les représentent, attendent toujours la publication de cette carte élargie des lycées de l'éducation prioritaire. Ils ne comprennent pas que le gouvernement actuel refuse de terminer le travail initié en 2014 sur la relance de l'éducation prioritaire et abandonne personnels et lycéens à un avenir incertain.

Laurent Tramoni  
Secrétaire académique  
SNES-FSU Aix-Marseille